



RENDU EXECUTOIRE LE

1 8 JAN. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 13/01/2023

Reçu en préfecture le 13/01/2023

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20230113-23_A_SE_0128-AR

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0128**du 13 JAN. 2023**

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

**Portant modification de la Dotation Globale de
Fonctionnement pour l'année 2023 du Service
d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes
Handicapés géré par la Mutualité Française
Vienne**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

**VU la délibération du 16 décembre 2022 du Conseil Départemental de la Vienne
relative au budget départemental primitif pour 2023 ;**

**VU l'arrêté ARS/DGAS n° 2019-A-DGAS-DHV-SE-0212 du 30 octobre 2019
autorisant l'extension de 4 places au cours du 4^{ème} trimestre 2019 d'un Service
d'Accompagnement Médico-Social pour personnes adultes en situation de handicap psychique
dans le Département de la Vienne géré par la Mutualité Française Vienne ; la capacité totale est
ainsi portée à 31 places ;**

**VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé le 28 mars 2019 entre
l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine, le Département de la Vienne et la Mutualité
Française Vienne ;**

**VU l'avenant n° 1 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé le
30 septembre 2019 entre l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine, le Département de
la Vienne et la Mutualité Française Vienne ;**

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

.../...

ARRETE :

Envoyé en préfecture le 13/01/2023
Reçu en préfecture le 13/01/2023
Publié le 
ID : 086-228600011-20230113-23_A_SE_0128-AR

ARTICLE 1 : Le budget annuel global du Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés de la Mutualité Française Vienne, pour l'ensemble de l'année 2023, s'élève à :

232 390 € soit un coût place de 7 496 €

ARTICLE 2 : Le Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés sera financé au moyen d'une dotation globale versée mensuellement d'un montant de :

✓ Période de janvier à décembre 2023 : 19 365,86 € à terme échu.

Chaque trimestre, le Service devra fournir un tableau de bord retraçant l'activité effective de la période. Le document à consolider sera transmis par le Conseil Départemental.

ARTICLE 3 : Les personnes handicapées suivies par le Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés doivent avoir été orientées par la Commission des Droits et de l'Autonomie de la Maison Départementale des Personnes Handicapées.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe chargée des Solidarités, le Gestionnaire et la Direction du Service à la personne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **13 JAN. 2023**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON